



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique et réglementation

Question au Gouvernement n° 527

Texte de la question

## POLITIQUE DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à Mme Sophie Rohfritsch, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Sophie Rohfritsch. Ma question s'adresse à M. le Premier Ministre.

Lors de la campagne présidentielle, François Hollande avait promis de " réenchanter le rêve français ". Ce rêve s'avère être un miroir aux alouettes, et la réalité un vrai cauchemar pour les Français. Le candidat prétendait sauver les usines françaises, force est de constater qu'il n'en est rien !

Quelle est la situation de notre pays aujourd'hui ? Le chômage a progressé deux fois plus vite au deuxième trimestre 2012 qu'au premier, et cette accélération perdure. Les plans sociaux se multiplient. À Petroplus et Florange, symboles utilisés pendant la campagne électorale, s'ajoutent désormais Sanofi, Arcelor-Mittal, Goodyear ou PSA. Aujourd'hui encore, de nombreux salariés ont manifesté leur incompréhension d'une politique qui ne tient pas ses promesses ni ne fixe aucun cap. Votre propre ministre de l'intérieur est même allé jusqu'à évoquer le risque d'implosion ou d'explosion sociale !

Face à cette situation, votre gouvernement n'a cessé de se dédouaner en fustigeant soit l'attitude des chefs d'entreprise, soit les investisseurs étrangers et en invoquant sempiternellement l'héritage du précédent gouvernement, alors même que celui-ci avait courageusement pris des mesures fiscales contre les délocalisations, que vous avez abrogées !

Un député du groupe UMP. Malheureusement !

Mme Sophie Rohfritsch. La situation est bien trop sérieuse pour que l'on puisse encore accepter des manoeuvres de diversion et le report des mesures de redressement que notre pays attend ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean-Louis Gagnaire. Qu'avez-vous fait pendant dix ans ?

Mme Sophie Rohfritsch. Il faut reprendre les préconisations du rapport Gallois, abaisser le coût du travail, alléger les charges des entreprises et oublier le CICE, véritable usine à gaz qui n'améliorera en rien leur compétitivité ! Il faut réduire la dépense et la dette publiques, qui consomment plus des deux tiers de notre PIB ! L'heure est grave, monsieur le Premier Ministre. Il faut cesser de faire de la petite politique et prendre les mesures courageuses que notre pays attend ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

M. Michel Sapin, *ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social*. Les difficultés d'un certain nombre de grandes entreprises, madame la députée, ne datent pas d'aujourd'hui.

Goodyear, cela ne date pas d'aujourd'hui : cela fait quatre ans ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Petroplus, cela ne date pas non plus d'aujourd'hui : cela fait des mois et des mois ! La montée du chômage ne date pas non plus d'aujourd'hui : en cinq ans, le nombre de chômeurs a augmenté d'un million ! Sur un tel sujet, madame la députée, commencez donc par faire preuve d'un peu de modestie ! (*Même mouvement.*)

Le Gouvernement mène une politique d'ensemble, décrite à l'instant par le Premier ministre. Elle est marquée par la cohérence et la continuité. Il faut en effet redonner de la compétitivité à notre économie, d'où le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi : 20 milliards d'euros qui permettront à nos entreprises d'investir,

d'innover et d'embaucher. Il faut en effet mener des politiques en faveur de l'emploi : c'est ce que nous avons fait, en urgence, avec les emplois d'avenir destinés aux jeunes les plus en difficulté et le contrat de génération qui va être voté cette semaine à l'Assemblée et au Sénat. Votez-le donc, si vous êtes favorables à l'emploi des jeunes et des plus âgés ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Philippe Cochet. On n'en veut pas !

M. Michel Sapin, *ministre*. Nous avons également fait une grande réforme de sécurisation de l'emploi, qui va mettre fin - il était temps - à la préférence pour le licenciement qui caractérise aujourd'hui le fonctionnement de l'économie. Attendre qu'une entreprise soit au bord du gouffre et soit contrainte à licencier : ça, c'était vous ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Nous, nous allons anticiper, négocier et dialoguer pour prévenir les licenciements plutôt que les mettre en oeuvre comme vous le souhaitez ! Voilà la cohérence de notre politique ! Voilà ce que nous faisons, par le dialogue et la recherche d'accords ! Vous vilipendiez les partenaires sociaux, nous travaillons avec eux afin de mettre en place des accords ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Sophie Rohfritsch](#)

**Circonscription :** Bas-Rhin (4<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 527

**Rubrique :** Entreprises

**Ministère interrogé :** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

**Ministère attributaire :** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [13 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 février 2013](#)